

environnementaux. En étant sensibilisé au problème, le public pourra agir.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

M. le Président: La députée de Saanich—les Îles-du-Golfe a soulevé une question qui est grave, bien sûr, pour la communauté internationale et pour le Canada. Quoi qu'il en soit, la députée aura probablement l'occasion de traiter de cette question plus longuement dans un avenir rapproché. Donc, sans vouloir un seul instant minimiser la gravité du problème, j'estime qu'il ne conviendrait pas de tenir le débat aujourd'hui.

[Français]

LES PÊCHES DANS LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Selon l'article 52 du Règlement, je demande aussi l'ajournement de la Chambre pour discuter un sujet d'une extrême urgence.

La détérioration de l'industrie de la pêche sur la Côte-Est a créé une sérieuse crise économique dans cette région.

[Traduction]

Tout indique qu'une nouvelle réduction des prises pourrait être nécessaire, ce qui provoquerait d'autres mises à pied, d'autres fermetures d'usines et une nouvelle hausse du chômage en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve en particulier. Ajoutés aux récentes compressions des programmes d'emploi et d'assurance-chômage, ces problèmes frapperont encore durement la population de la région de l'Atlantique.

C'est pourquoi je demande respectueusement l'ajournement de la Chambre pour que puisse se tenir un débat d'urgence sur cette importante question.

[Français]

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

M. le Président: Je remercie l'honorable députée de Yukon et leader du NPD (M^{me} McLaughlin) de son intervention, mais je pense que probablement ma réponse doit être la même que celle que j'ai donnée à l'honorable député de Beauséjour (M. Robichaud).

[Traduction]

Cela dit, je rappelle aux députés et au public que ce sujet revêt certes une grande importance pour notre pays. Il a fait l'objet de débats très vigoureux hier et aujourd'hui, mais je rappelle encore aux députés qu'un débat d'urgence a eu lieu sur cette question tout juste avant Noël.

Initiatives ministérielles

Toutefois, je tiens à assurer au chef du NPD, comme je l'ai dit au député de Beauséjour, que je suivrai au jour le jour l'évolution de la situation.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Français]

LES VOIES ET MOYENS

MOTION VISANT À INSTAURER UNE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

L'hon. Otto Jelinek (au nom du ministre des Finances) propose: Qu'une motion des voies et moyens visant à instaurer une taxe sur les produits et services, déposée sur le Bureau le lundi 22 janvier 1990, soit agréée.

M. le Président: Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. le Président: Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui

M. le Président: Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

M. le Président: À mon avis, les oui l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

M. le Président: Convoquez les députés.

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant.)

(Vote n° 169)

POUR

Députés

Andre	Attewell
Beatty	Belsher
Bernier	Bird
Bjornson	Blackburn (Jonquière)
Blais	Blenkarn
Bouchard (Roberval)	Bourgault
Boyer	Brightwell
Browes	Cadieux
Campbell (Vancouver Centre)	Cardiff
Casey	Chadwick
Champagne (Champlain)	Chartrand
Clifford	Cole
Cook	Cooper
Corbeil	Côté
Crosby (Halifax West)	Darling
DeBlois	de Cotret
Della Noce	Desjardins
Dobbie	Dommm
Dorin	Duplessis
Edwards	Epp
Fee	Ferland
Fontaine	Fretz
Gibeau	Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine)
Greene	Guilbault
Gustafson	Harvey (Chicoutimi)
Hawkes	Hogue
Holtmann	Horning
Hudon	Hughes
James	Jelinek